



ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION
ENTRE
L'UNIVERSIDAD MIGUEL HERNÁNDEZ DE ELCHE, ESPAGNE
ET
AVIGNON UNIVERSITÉ, FRANCE

L'Universidad Miguel Hernández (UMH)

établissement d'enseignement supérieur public, sise Avenida de la Universidad s/n, 03202 Elche (Alicante), España,

représentée par son Vice Président pour les Relations Internationales, Monsieur le Professeur MICOL MOLINA, Vicente,

agissant en qualité en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, d'une part,

et

Avignon Université

établissement d'enseignement supérieur public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sis 74, rue Louis Pasteur, 84029 Avignon cedex 1, France

représentée par son Président, Philippe ELLERKAMP,

agissant en qualité en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, d'autre part,

Ci-après désignées ensemble «les universités partenaires»,

Animées d'un désir commun d'établir et de développer des relations de coopération plus étroites dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche ;


Animées d'un désir commun de participer à la construction de l'espace européen (ou euroméditerranéen ou mondial) de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Considérant les dispositions législatives et réglementaires qui régissent la culture, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique et technologique en France et en Espagne ;

sont convenues de ce qui suit :

Article 1 – Domaines de coopération

Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans chacun des établissements et de leurs pays respectifs, les universités partenaires se fixent les objectifs de coopération suivants :

- 
1. Echanges d'enseignants-chercheurs,
 2. Echanges d'étudiants,
 3. Echanges de personnels techniques et administratifs en fonction des besoins spécifiques,
 4. Elaboration de programmes conjoints de formation,
 5. Elaboration de programmes conjoints de recherche,
 6. Direction scientifique commune de travaux de recherche (le cas échéant co-tutelle ou co-direction de thèse),
 7. Facilitation de l'accès à la connaissance scientifique et pédagogique (échanges de documentation et de publications),
 8. Organisation conjointe de colloques, conférences, séminaires et formations de courte durée (programmes d'été),
 9. Participation à toutes formes d'échanges susceptibles de valoriser leurs établissements et leurs personnels, que ce soit dans le cadre de leur fonctionnement interne ou de celui des relations avec leur environnement économique, industriel, social ou culturel,
 10. Autres formes de coopération : produits pédagogiques nouveaux, e-learning, aides à la mise en place d'une structure de recherche etc.

Aucune stipulation du présent accord-cadre de coopération ou des conventions d'application prévues à l'article 3 du présent accord-cadre ne peut être interprétée comme créant entre les universités partenaires une coopération exclusive. Sous réserve du respect de l'article 6 du présent accord, les universités partenaires restent libres de coopérer avec des tiers dans tous domaines listés au présent article.

Article 2 – Objectifs de la coopération

La coopération pourra porter sur l'ensemble des champs disciplinaires communs aux deux universités partenaires.

Article 3 – Conventions d'application

La définition et les modalités de mise en œuvre de chaque activité ou programme de coopération entrepris dans le cadre de cet accord, ainsi que les dispositions financières nécessaires, feront l'objet de conventions d'application spécifiques écrites, approuvées par les deux parties. Ces conventions d'applications, signées par les autorités compétentes des établissements participants, seront annexées au présent accord-cadre et en feront partie intégrante.

Aucune stipulation du présent accord-cadre de coopération ne peut être interprétée comme créant des obligations entre les parties en-dehors des conventions d'application prévues par le présent article.

Article 4 – Modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation de la coopération

Chacun des deux établissements désigne un service chargé de la coordination de l'accord-cadre. Pour l'Universidad Miguel Hernández, le service désigné est le « Service pour les Relations Internationales, Coopération au Développement et Volontariat ». Pour Avignon Université, il s'agit de la « Maison de l'International ».

Les parties contractantes se consulteront chaque fois qu'elles l'estimeront nécessaire et au moins une fois par an, en particulier afin d'évaluer le développement et de dresser le bilan des actions réalisées ou en cours de réalisation, et d'élaborer les programmes annuels de coopération.

Article 5 – Modalités de financement

Le présent accord est conclu entre les universités partenaires dans la limite des moyens disponibles de part et d'autre. Chacune des deux universités s'efforcera de rechercher, séparément ou conjointement, les moyens financiers ainsi que l'infrastructure nécessaires à l'exécution des activités spécifiques visées au présent accord. Les universités partenaires pourront solliciter l'attribution de moyens soit auprès de leur ministère de rattachement respectif, soit auprès de tout partenaire extérieur, le cas échéant. Il est précisé que cette coopération ne représente en aucun cas une obligation liant les gouvernements français ou espagnol en matière de financement.

Article 6 – Clause de confidentialité et propriété intellectuelle

L'ensemble des informations recueillies ou échangées dans le cadre de la coopération notamment lors des séjours scientifiques, ainsi que les résultats des recherches menées ou des techniques

prises au point en commun ne pourront être divulguées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de chacune des universités partenaires.

Les modalités relatives aux communications, publications et à la propriété intellectuelle seront précisées dans chacune des annexes spécifiques d'une manière équitable.

Article 7 – Entrée en vigueur et durée

Le présent accord de coopération entre en vigueur à compter de la date de la dernière signature apposée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve de l'approbation par les autorités compétentes de chaque pays lorsque celle-ci est requise. Il est conclu pour une durée de quatre (4) ans.



Article 8 – Modalités de révision, de dénonciation et de reconduction

Chaque université partenaire peut demander à tout moment la modification de l'accord. Cette modification sera réalisée par voie d'avenant établi d'un commun accord entre les universités partenaires, sous réserve de l'approbation par les autorités compétentes de chaque pays lorsque celle-ci est requise.

La résiliation de l'accord peut être demandée par l'une ou l'autre des universités partenaires, sous réserve d'informer par écrit l'autre université de sa décision avec un préavis de six (6) mois. La résiliation de l'accord ne doit pas entraver l'accomplissement des activités en cours de l'année universitaire pour le moins. En cas d'inexécution ou de violation de ses obligations, par l'une des parties, l'université partenaire pourra résilier, à tout moment, le présent accord-cadre.

Conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi espagnole n ° 40/2015 du 1^{er} Octobre 2015 relative au Régime Juridique du Secteur Public, cet accord prend fin une fois accomplies les actions qui constituent son objet.

Seront motifs de résiliation du présent accord-cadre :

- a) L'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre sans avoir convenu de sa prolongation.
- b) L'accord unanime de tous les signataires. Dans ce cas, les deux parties prendront les mesures nécessaires pour éviter tout dommage, tant à elles-mêmes qu'aux tiers, étant entendu que les actions déjà engagées pendant la validité des relations entre les parties doivent se poursuivre.
- c) Le non-respect des obligations et des engagements contractés par l'un des signataires.


Dans ce cas, l'une des parties peut notifier à la partie défaillante l'obligation de respecter les obligations ou les engagements jugés non honorés dans un certain délai. Cette exigence sera

communiquée à la personne responsable du mécanisme de suivi, de surveillance et de contrôle de l'exécution de l'accord ainsi qu'aux autres parties signataires.

Si, après l'expiration du délai indiqué dans l'exigence, le non-respect persiste, la partie qui l'a adressée notifiera aux parties signataires la cause de la résiliation et l'accord sera considéré comme résilié. La résiliation de l'accord pour cette cause entraînera une indemnisation pour les dommages causés à la partie qui s'est conformé à l'accord, d'une manière à déterminer.

d) Une décision judiciaire déclarant la nullité de l'accord.

e) Toute autre cause que celles précitées, et qui serait déjà prévue par ailleurs dans l'accord ou prévue dans d'autres lois.



Le présent accord pourra être reconduit pour une durée maximale de quatre ans, après une demande présentée par une des deux parties, six (6) mois au moins avant la date d'échéance de l'accord. Chaque reconduction devra si nécessaire faire l'objet d'une approbation des autorités de tutelles compétentes.

En cas de non-renouvellement du présent accord, les actions en cours dans le cadre des conventions d'application prévues à l'article 3 seront poursuivies jusqu'à leur terme.

Article 9 – Règlement des litiges

Les universités partenaires s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends survenus à l'occasion de la signature ou de l'exécution du présent accord-cadre de coopération.

En cas de désaccord persistant, les tribunaux jugés compétents seront saisis.

Article 10 – Langues de rédaction de l'accord

Le présent accord est rédigé en quatre (4) exemplaires originaux identiques quant à leur contenu, dont deux (2) en langue française et deux (2) en langue espagnole.

Article 11 – Transparence

Conformément aux dispositions de la loi 19/2013 du 9 décembre 2013 sur la Transparence, l'Accès à l'Information Publique et la Bonne Gouvernance, ainsi que de la loi de la Généralité de la Communauté valencienne 2/2015 du 2 avril 2015 sur la Transparence, la Bonne Gouvernance et la Participation Citoyenne, et pour la satisfaction des exigences en matière de publicité active

concernant la publication des accords, cet accord sera publié sur le portail de la transparence de l'UMH: <http://transparencia.umh.es/>.

Article 12 – Protection des données

Les deux parties s'engagent à respecter avec une attention particulière les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 concernant la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et de la libre circulation de ces données. Et elles s'engagent à respecter, dans les termes applicables, toute évolution de la norme et/ou réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.

Signatures

Philippe ELLERKAMP

Président

Avignon Université

Fait à Avignon

Le 02/10/2019



Vicente MICOL MOLINA

Vice Président pour les Relations Internationales

Universidad Miguel Hernández

Fait à Elche

Le 25 SEP 2019